

12 mai 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et l'Azerbaïdjan et sur la question du Haut-Karabagh, à Bakou le 12 mai 2014.

Monsieur le Président,

Je tenais à faire cette visite dans votre pays, l'Azerbaïdjan, dans ce moment, dans ce contexte particulier.

Vous étiez venu en septembre 2012 à Paris, c'était une grande occasion parce que vous aviez inauguré le département des Arts de l'Islam au Louvre et que vous aviez signifié ainsi votre volonté de coopérer dans les domaines que nous connaissons sur le plan économique, mais également sur le plan culturel.

Je viens dans un contexte particulier, vous en avez parlé, en raison d'abord de la situation en Ukraine. Nous en avons parlé pour que vous puissiez être rassuré sur la position de la France, la position de l'Europe. A chaque fois, nous avons le souci de l'intégrité territoriale des pays et, en même temps, de l'ouverture, du dialogue permettant de trouver des issues à des conflits qui n'ont que trop duré. C'est aussi le sens de ma présence dans le Caucase, aussi bien en Azerbaïdjan aujourd'hui, et j'y étais déjà hier, qu'en Arménie ce soir.

Pourquoi ? Parce que l'entrée en vigueur du cessez-le-feu au Haut-Karabagh date d'il y a vingt ans. C'est le jour anniversaire, mais ce conflit persiste. Nous devons en trouver l'issue et la France, qui co-préside le groupe de Minsk, a la responsabilité de chercher les voies de l'apaisement, de la confiance. C'est le sens du dialogue que nous avons engagé aujourd'hui avec le Président ALIYEV et que je poursuivrai en Arménie cet après-midi.

La France est disponible pour faire en sorte qu'étape par étape, une issue puisse être trouvée à ce conflit.

Vous avez donné les éléments, il doit y avoir des preuves de confiance de part et d'autre, et ensuite le temps nécessaire pour trouver le statut qui convient.

Nous avons la même conception de ce que l'on appelle le partenariat oriental de l'Union européenne, qui n'est dirigé contre personne, mais qui doit avoir vocation à favoriser, là encore, un développement plus important des échanges et des investissements, et à participer à la stabilité.

Pour la France, l'Azerbaïdjan est un partenaire important, notamment dans le domaine énergétique. Et, à cet égard, je suis tout à fait conscient de ce que nous devons faire pour assurer la sécurité énergétique de l'Europe. C'est une volonté que j'ai exprimée, et je ferai en sorte, avec nos principaux partenaires européens, de mener à bien, pendant les années qui viennent, cette diversification des approvisionnements et cette sécurité énergétique de l'Europe.

Nous avons donc évoqué plusieurs projets qui concernent l'Azerbaïdjan. L'Azerbaïdjan est un grand producteur de gaz, et peut être demain encore davantage, un producteur de gaz et de pétrole. Des entreprises françaises sont pleinement impliquées dans de gros projets, dans des découvertes de gisements qui vont être exploités dans les prochaines années.

Mais notre relation ne se limite pas à la question énergétique. Avec le Président ALIYEV, nous avons fait en sorte de permettre à des entreprises françaises, nous en parlerons lors du forum économique, de pouvoir développer pleinement leurs activités en matière de ville durable, c'est une priorité de l'Azerbaïdjan. en matière de traitement des déchets. en matière d'agro-

en matière de développement, en matière de traitement des déchets, en matière de sécurité alimentaire, en matière de transport. Il y aura des contrats qui vont être signés. Et il est très important d'évoquer ce que veut faire l'Azerbaïdjan, qui souhaite avoir un réseau de transport urbain parmi les plus modernes du monde et développer également le numérique, les hautes technologies, secteur sur lequel les entreprises françaises sont leaders.

Nous avons aussi une conception élevée de notre relation culturelle et éducative, ce qui explique que nous ayons commencé le voyage au lycée français de Bakou, qui, c'est vrai, sera un établissement particulièrement moderne, pouvant accueillir des élèves de familles françaises liées au développement économique de l'Azerbaïdjan, mais aussi de nombreux élèves azerbaïdjanais. Ils seront demain des étudiants qui viendront dans nos établissements universitaires en France grâce aux bourses que nous allons mettre en place.

Il y a des événements que l'Azerbaïdjan veut organiser, des événements sportifs en 2015, avec les Jeux européens, mais d'autres rendez-vous, il y aura ainsi une compétition de formule 1 dans la ville de Bakou. Nous devons être présents pour vous accompagner sur ces événements.

De la même manière, nous voulons renforcer notre coopération décentralisée. Je sais que certains représentent ici nos territoires. Je souhaiterais que nos territoires puissent être impliqués dans le développement de l'Azerbaïdjan.

Voilà le sens de cette visite, qui s'inscrit, je l'ai dit, dans une démarche de longue durée, parce que nous sommes conscients que c'est dans la durée que nous pourrons avoir le plus d'efficacité dans les investissements que nous portons, et que c'est aussi dans la durée que s'inscrit la meilleure relation entre le Caucase et l'Europe, et donc avec la France.

Merci encore, Monsieur le Président, pour cette hospitalité dont vous avez été une nouvelle fois l'un des meilleurs représentants.

QUESTION Une question sur le contexte général de cette visite. Monsieur HOLLANDE, vous l'avez évoqué, mais est-ce que vous ne redoutez pas que cette visite dans le contexte actuel n'attise encore les tensions avec la Russie ?

Monsieur ALIYEV, est-ce que la crise ukrainienne pourrait avoir pour effet d'accélérer votre rapprochement avec l'Union européenne ?

Monsieur HOLLANDE, avez-vous abordé la question des droits de l'Homme avec votre homologue azéri, et en particulier la situation de Leyla YUNUS et du journaliste Raouf MIRKADYROV ?

Monsieur ALIYEV, cette visite présidentielle pourrait-elle être précisément l'occasion d'un geste bienveillant à l'égard de ces deux personnes ?

LE PRESIDENT La presse française pose toujours plusieurs questions dans la même question, ce qui nous permet d'apporter plusieurs réponses.

A la première question sur le partenariat oriental et la visite que j'effectue aujourd'hui, ce sont des démarches et des déplacements qui ne sont dirigés contre personne, mais qui visent à renforcer les liens entre l'Europe, la France et des partenaires qui sont aujourd'hui indépendants et qui sont soucieux de leur développement.

Nous ne faisons rien pour détacher des pays d'une autre coopération. Nous faisons en sorte que ces pays puissent déterminer librement leur avenir, tout en ayant les meilleures relations dans l'environnement qui est le leur. C'est ce que je dirai aussi bien pour l'Azerbaïdjan que pour l'Arménie ou pour la Géorgie, puisque je vais visiter ces trois pays.

Nous devons aussi faire en sorte que les problèmes, parfois particulièrement irritants, puissent être réglés. Ici, c'est la question du Haut Karabagh qui doit être évoquée nécessairement. Elle est aujourd'hui abordée avec le Président ALIYEV, elle le sera tout à l'heure avec le Président SARKISSIAN, parce que c'est la responsabilité de la France de chercher des solutions pour régler ces conflits.

Il en sera de même quand je serai en Géorgie par rapport à des questions qui sont également territoriales, qui sont extrêmement brûlantes depuis trop d'années.

La deuxième question que vous posez sur les droits de l'Homme. Chaque fois que je me déplace, j'évoque toujours les sujets qui peuvent effectivement intéresser la France, non pas parce qu'elle voudrait s'immiscer mais tout simplement parce qu'elle porte des valeurs et des principes. Pour

avoir de bonnes relations, il convient que nous puissions évoquer toutes les questions ensemble. QUESTION Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté quatre résolutions sur la question militaire de l'Arménie contre l'Azerbaïdjan, qui exigent le recul des troupes arméniennes sans conditions des territoires azerbaïdjanais occupés pendant vingt ans. Ce conflit crée-t-il une menace sérieuse à la coopération régionale, à la sécurité internationale ? La France est membre permanent du Conseil de sécurité. A votre avis, que faut-il faire pour que l'Arménie prenne en considération ces résolutions ?

LE PRESIDENT Vous avez évoqué la situation particulière de la France, sa responsabilité, vous avez eu raison. La France est membre permanent du Conseil de sécurité, la France co-préside le groupe de Minsk, la France s'est investie depuis longtemps pour chercher une solution durable, définitive, pour le Haut-Karabagh.

J'ai évoqué le vingtième anniversaire du cessez-le-feu, je rappelle que cette guerre a fait des milliers de victimes et qu'il y a encore des incidents qui se produisent. Nous sommes donc mobilisés et, si je fais ce voyage en Azerbaïdjan et en Arménie c'est pour essayer de rappeler les principes sur lesquels nous pouvons trouver une solution. D'abord, des mesures de confiance doivent être prises de part et d'autre. Il se trouve que la France a de bons rapports, des rapports d'amitié, avec l'Azerbaïdjan et avec l'Arménie, nous n'entendons pas choisir l'un par rapport à l'autre. Nous avons cette volonté d'être utiles et, si c'est possible, c'est ce que j'ai dit au Président ALIYEV, c'est ce que je dirai au Président SARKISSIAN, de pouvoir réunir les deux Présidents et chercher ensemble les premières mesures de confiance. Elles pourront ensuite permettre le règlement du dossier qui est effectivement une entrave pour le développement de la région et pour la circulation des personnes.

C'est donc notre devoir, si je peux terminer là-dessus. La France est toujours active, toujours en recherche de solutions. Elle prend des initiatives. Cela concerne la situation dans le Caucase, je pourrais en évoquer d'autres. Pour l'Ukraine, nous menons des initiatives pour, à la fois, être fermes sur les principes et pouvoir être facteurs de dialogue. Faut-il encore que le dialogue s'installe. Les prochains jours vont être décisifs. J'ai dit ce qu'il convenait de dire de la « consultation » en Ukraine, je l'appelle ainsi par charité, cette consultation s'est déroulée hier, sans isolement, sans liste électorale, elle ne peut pas avoir de conséquences. Mais maintenant, le dialogue doit se nouer parce qu'il y a aussi le respect des minorités à assurer en Ukraine.

J'ai également annoncé que pour l'Afrique, la France était prête à prendre des initiatives. Il y a ce drame des jeunes filles nigérianes qui ont été enlevées. 220 jeunes filles emmenées on ne sait où, pour être traitées comme des esclaves. Et là encore, j'ai annoncé qu'avec le Président du Nigeria, nous prendrons une initiative samedi, en réunissant les pays voisins du Nigeria. Chaque fois, la France est active et, lorsque je fais un déplacement, une visite de deux ou trois jours, c'est pour être utile, pas simplement pour entretenir de bonnes relations économiques, pas simplement pour signer des contrats, même si c'est très important, mais aussi pour faire en sorte que la France, pays membre du Conseil de sécurité, membre permanent, puisse être utile au monde. »